2€

Janvier-mars 2023

La Relève

Journal de l'Union de la Jeunesse Communiste

@UNION_JC

UNIONJC.FR

La Relève

SOMMAIRE

FRANZ	3	Éditorial : Seul le peuple sauve le peuple
PM	4	Sport et capitalisme
JEAN	6	Andor : la portée idéologique et politique des œuvres de fiction
MAELLE	7	Interview d'une jeune travailleuse sur les conditions de travail en alternance
BROSS	8	Extrait de l'intervention au 13e Congrès de la Jeunesse Communiste de Grèce (KNE)
JIM	10	Criminalité, délinquance et crise économique
JIM	12	1943 : à Stalingrad, l'espoir renaît
ROX	14	Lénine sur les droits et l'émancipation des femmes
	15	L'UJC mobilisée contre la réforme des retraites

S'ABONNER À INTERVENTION COMMUNISTE JOURNAL DU PCRF

pcrf-ic.fr

Janvier-Février 2023

N° 174 P 4

PCRF

Parti Communiste Révolutionnaire de France

INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

DROIT À LA RETRAITE : POUR UNE CONTRE-OFFENSIVE SOCIALE ET POLITIQUE !

Edito

Hiver 2015, Hiver 2023 :

Il y a quatre ans, nous, pour lui, notre journal le trait « Une bataille historique ! », faisant référence aux immenses mobilisations contre la « retraite à points » de Macron, qui s'étaient amplifiées au fil des semaines et des journées de grèves, et l'arrivée du Covid avaient stoppé la mise en place de la contre-réforme.

Droit à la retraite pour toutes et tous : un enjeu de classe !

Mais il était prévisible que l'offensive sauvage menée par la bourgeoisie française et les compagnies sociales reprendrait de plus belle, dans un contexte de crise aggravée pour le régime capitaliste. Et c'est bien ce qu'essaie de faire, en ce mois de janvier, sous les ordres de Macron le « Président des riches », à travers son projet de retraite repoussant de 62 à 64 ans avec 43 ans de cotisation. Là où le « Président des riches » veut carrément d'emblée supprimer les choses, l'affichage brutal du recul de l'âge de départ décrite plaiement l'objectif de la bourgeoisie au pouvoir : récupérer, en faveur des monopoles et de leur profitabilité, ce « gagnant de clique » que les luttes ouvrières des siècles passés ont arraché aux profits pour conquérir le droit au repos et à la retraite. Mais, au-delà, il voit bien l'enjeu fondamental, de classe, que revêt ce projet, au-delà même de la question des retraites : pour les représentants de la classe dominante, menacés par les conséquences de leur crise endémique, le retour aux formes d'exploitation les plus sauvages passe par une remise en cause, notamment, allongeant le temps de travail, réduisant le niveau des rémunérations (salaires, pensions, indemnités-chômage, minima sociaux...) et accélérant la privatisation des services publics.

Le lendemain du 19 janvier, Macron demandait la réponse de l'Élan bourgeois aux « Gilets jaunes » mécontents, en annonçant, devant un parterre de responsables de l'ennemi et des micro-ennemis, une augmentation de plus de 30 % de la Loi de programmation militaire (413 milliards) et son doublement en cas de « succès » ! Plus qu'en 2018, parce que le choc social provoqué par cette attaque contre les retraites, dans un contexte actuel d'inflation et de crise énergétique, le victoire pour le retrait du projet Borne constitue un enjeu politique majeur : il faut stopper l'offensive de la bourgeoisie monopoliste et de ses laquais gouvernementaux et ainsi faire la démonstration du pouvoir que peut et doit prendre la classe ouvrière contre ses exploiteurs.

Plusieurs facteurs rendent cette victoire possible !

Un gouvernement affaibli

D'abord, du côté du gouvernement lui-même, englué dans ses contradictions et son isolement, ne bénéficiant plus du « soutien » à la contre-réforme prêté l'an dernier par les partis : des sondages qui, les uns après les autres, accroissent les chiffres de rejet (72 % d'opposition le 20 janvier, soit une hausse de 8 points en 1 mois ! Et 80 % de rejet chez les bases électorales de Macron (retraités et cadres) ; le ministre Franck Riester obligé de recourir, matin à la télévision, le 23 janvier, à des « mots plus modérés plus impactant que les hommes par le report de l'âge légal à la retraite à 64 ans », nécessaire afin la thèse d'« une réforme juste » ; le parti de droite (Les Républicains et de droite (Les moins une doublaire le 30 janvier) qui ne voterait pas la loi ; et même le président du très Bleard COR (Conseil de l'orientation des retraites) qui ne « comprend pas » le projet, le 19 janvier, que les dépenses des retraites « ne dérapent pas », au point d'agacer fortement É. Borne...

Des luttes historiquement puissantes et multiples, pour tenir sur la durée

Mais surtout, bien sûr, les mobilisations populaires : le 19 janvier 2,5 millions de manifestants, et toutes les luttes qui se sont déployées, entre ces deux dates, dans les secteurs de la petrochimie, des industries électriques et gazières, dans les ports, les transports, les raffineries et assemblément elles qui définiment la clé de la victoire.

Face à l'autoritarisme inné du gouvernement Borne, qui, après le 49.3 et le 49.3 et le 49.3, menace d'y recourir à nouveau et martèle que l'âge de départ à 64 ans et les 43 ans de cotisation ne sont « plus négociables » (Le Figaro, 19 janvier, France-Info), ces mobilisations devront tenir durablement, non seulement par leur caractère massif dans les rues de nos villes et villages, mais aussi par une des luttes capables de bloquer les profits des monopoles, ainsi que par le soutien proprement au mouvement, à l'exemple des « Robins des bois » d'EDF qui, de Lille à Marseille, déclenchent des coupures de courant sont le courant pour des usagers. Les formes de lutte peuvent parfois être décisives, comme l'organisation du blocage des profits par grèves générales régionales tournantes (ce qui permet de tenir dans la durée) ou l'appel à des rassemblements massifs et populaires (en ayant en ayant en outre, des lieux de représentation de la démocratie bourgeoise (Assemblée nationale...).

Du relais politique à la perspective de libération sociale

Ces luttes sociales sont bien souvent impulsées par les bases syndicales les plus combatives, alors que les directions des confédérations restent très éloignées du syndicalisme de lutte de classe (CGT, FO, FSU, Solidaires), et qu'il est nécessaire de revoiffer.

Elles doivent trouver un relais politique national pour que le mouvement ne s'épuise pas et le trouvement pas à l'Assemblée nationale, puisque la NUPES (LFI-PS-PCF-EELV), avec ses 7000 amendements et sa commission spéciale, ne cesse de proposer une fois de plus des aménagements à la politique du capital, sans jamais remettre en cause le système capitaliste.

Il est donc nécessaire d'un parti politique, le Parti Communiste Révolutionnaire de France, qui, pour défendre les intérêts de tous les travailleurs, propose de transformer l'élan contestataire historique en contre-offensive sociale et politique du pouvoir de la classe bourgeoise. Après l'hiver du capitalisme, vivement le printemps du socialisme-communisme !

SOMMAIRE

P 2 et 3 : Luttes
P 4 : Un tolt, c'est un droit !
P 5 à 12 : Encart spécial « 14 janvier - 100 ans de l'URSS »
P 13 : Éducation et capital
P 14 : Agro-alimentaire et écologie : qui paye la facture ?
P 15 : Le « politique d'apartheid israélien »
P 16 : CR de la rencontre PCRF – KKE (Vaporos)

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

SEUL LE PEUPLE SAUVE LE PEUPLE

La bataille des retraites marque l'actualité en France depuis le mois de janvier, avec une mobilisation qui ne cesse de grandir et de s'intensifier. De ces manifestations, grèves, blocages et diverses actions se joue un rapport de forces qui démontre un consensus populaire autour du refus de reporter de 2 ans l'âge de départ légal à la retraite et d'allonger la durée de cotisation à 43 ans. Mais il semble qu'il y ait aussi l'expression d'un ras-le-bol global de la politique de Macron et du monde que les capitalistes nous imposent depuis déjà trop longtemps.

On ne saurait insister sur la capacité et l'efficacité de la lutte organisée. On le voit notamment avec les blocages, les caisses de grève et les autres actions coups de poing : c'est en s'organisant qu'on arrive à créer un rapport de force pour s'opposer au gouvernement et aux capitalistes. Loin des illusions de l'idéologie bourgeoise qui nous martèle qu'on peut réussir sa vie seul ou que les problèmes seront résolus par les soi-disant experts et dirigeants (le mythe de l'entrepreneur en est assez révélateur).

On le voit dans la rue, sur les ronds-points, sur les piquets de grève, dans les AG, sur les lieux de travail et sur les lieux d'étude : le refus du monde capitaliste se ressent par le fait qu'on ne veut pas mourir au travail. À la retraite à 64 ans s'oppose la revendication de la retraite à 60 ans ; dans le même temps on se questionne sur notre avenir face à la question environnementale.

De fait, la question d'une société alternative est déjà là dans chacun de nos chants et dans chacune de nos discussions. Nous voulons toutes et tous pouvoir travailler et vivre dignement ; nous voulons plus de démocratie et de justice sociale ; une meilleure répartition des richesses…

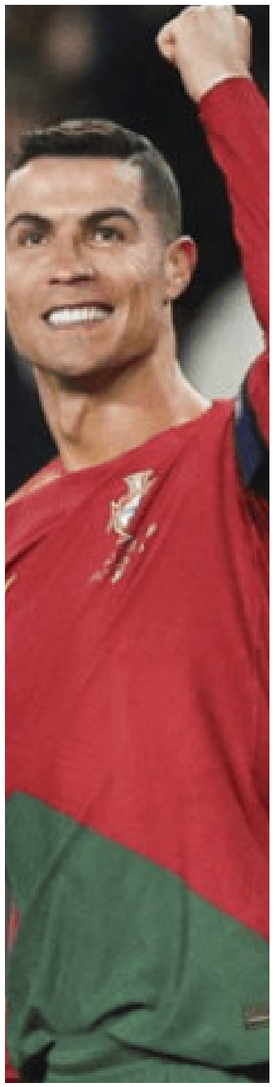
Nous disons que tout cela est empêché par le capitalisme, système économique qui fait payer sa crise au peuple-travailleur et à la jeunesse. Ce n'est pas seulement l'affaire du gouvernement ou du président de la République, car nous voyons depuis plusieurs années que le personnel administratif de l'État français est interchangeable pendant que se poursuit toujours plus la casse sociale, l'attaque contre nos droits et nos libertés, la destruction de l'environnement, les violences policières. La 5e République est certes une monarchie présidentielle, mais c'est un régime qui répond aux intérêts directs des monopoles capitalistes. Tant que le capitalisme vivra, les droits du peuple-travailleur seront bafoués.

Nous voyons au quotidien que les capitalistes sont incapables de répondre à nos besoins et sont coupés de la réalité. Nous travaillons, nous produisons les richesses : c'est à nous de décider ! Seul le peuple sauve le peuple : il est temps de renverser le capitalisme et de prendre nos affaires en main.★

SPORT ET CAPITALISME

Ce n'est maintenant plus un secret pour personne, le sport aujourd'hui, par son processus d'institutionnalisation a embrassé les valeurs capitalistes. Ainsi les trois dernières coupes du monde de football posaient déjà de nombreux soucis éthiques, et notamment la dernière où l'on apprit que de nombreux travailleurs non déclarés étaient venus afin de construire les enceintes pouvant accueillir joueurs et spectateurs.

Il semble que le football a un statut particulièrement développé en ce sens, tant les joueurs de foot obtiennent une très grande notoriété, participent à de gros contrats publicitaires, et autres marchandisations. Les salaires de ces derniers atteignent des hautes sommes, sans compter alors tout le marchandisage autour. Tout le monde se souvient des accords de Zidane avec le groupe Leader Price, de



son rôle dans le film sur Astérix et Obélix, plus récemment l'apparition de l'international suédois Zlatan Ibrahimović dans le dernier volet de la saga inspirée de la bande dessinée. Enfin, des sportifs comme Roger Federer, Floyd Mayweather ou encore Cristiano Ronaldo atteignent une fortune d'un demi-milliard à plus d'un milliard d'euros. Les sportifs ne sont que le miroir des institutions qu'ils représentent, tandis que ceux qui les produisent participent à la machine et n'en sont pas moins valorisés et payés.

Aussi, tous les sports ne sont pas égaux et ne produisent pas autant d'argent et de rendement, mais tous, dans un effort de professionnalisation, tendent toujours alors à vouloir s'institutionnaliser par le prisme capitaliste. Le sport par son institutionnalisation capitaliste produit des processus de rationalisation qui passent par une institution hiérarchique, mais aussi par une rationalisation de la vie des acteurs principaux (entraînement, nutrition, rythme de vie, etc.)

Par ailleurs, le sport est aussi pratiqué de manière amatrice dans des clubs ou associations, et sur certains points se rapprochent des institutions professionnelles, même s'ils ne sont pas pratiqués et portés médiatiquement de manière égale. Suivant sa classe sociale, nous avons alors une pratique sportive différente dans le sens que l'on y donne, mais aussi du sport en question. Ainsi, le football et le rugby sont des sports pratiqués davantage par les couches sociales populaires tandis que le golf ou le tennis sont pratiqués davantage par les couches sociales aisées. C'est pourquoi les courants marxistes, s'ils condamnent et critiquent fermement les institutions sportives et leurs valeurs capitalistes, n'en demeurent pas moins conscients du rôle sociabilisant du sport. Ainsi, le début du 20ème siècle voit naître en 1908 la FSAS (Fédération sportive athlétique socialiste), ou encore en 1920 le UIEPST (l'Union internationale d'éducation physique et de sport travailliste). Ces organisations sportives ont alors pour but d'être une sorte de courroie de transmission, permettant de mettre en lien le sport et la pratique militante ouvrière. L'idée est alors à l'époque de produire un militantisme qui se structure autour du refus de la militarisation de la jeunesse, de la défense de l'URSS, de la lutte contre le capitalisme, de la promotion de l'internationalisme et d'une dénonciation du colonialisme.★

ANDOR

LA PORTÉE IDÉOLOGIQUE ET POLITIQUE DES ŒUVRES DE FICTION

Sortie en 2022, Andor est une série de l'univers Star Wars où on suit Cassian Andor, d'abord un bandit ne pensant qu'à sauver sa peau, bientôt un rebelle combattant le régime fasciste de l'Empire. Il s'agit d'une œuvre entièrement fictionnelle. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut laisser la politique hors de la fiction, hors de ce divertissement qui permet de s'évader, d'oublier la politique du monde réel. Mais qu'on le veuille ou non, toute œuvre est intrinsèquement politique. Une histoire aussi innocente et dépourvue de message que possible, est en effet issue de certaines conditions matérielles, et porte avec elle une certaine vision du monde, du Bien et du Mal, de ce qui serait normal ou subversif.

La série Andor ne fait pas exception, et elle est très intéressante idéologiquement parlant. On y retrouve le thème de la lutte pour la liberté contre l'oppresseur maléfique. La série expose un point de vue à l'intérieur de l'appareil de répression du régime de l'Empire : l'ISB, police secrète assimilable à la Gestapo, la surveillance, les arrestations arbitraires et la torture. On découvre aussi les prisons organisées en camps de travail, où les prisonniers découvrent qu'ils ne seront jamais libérés, peu importe leur peine officielle. Élément important : jamais dans la série le mot « fascisme » n'est prononcé. L'Empire pourrait tout à fait correspondre à l'image que l'on enseigne de l'URSS : police secrète, goulag, contrôle total de l'État et répression des opposants politiques. La série reste donc dans le paradigme historique actuel : la démocratie bourgeoise comme forme suprême de liberté, opposée au fascisme et au communisme mis dans le même sac sous le nom de « totalitarisme ».

De l'autre côté, on voit les rebelles. On remarque une tendance à sortir du manichéisme : les rebelles ne sont pas des anges. Assassinat, manipulation, sacrifices, les rebelles sont prêts à tout pour la cause. Leurs actions sont tout de même présentées sont un beau jour : ils se battent pour le Bien, pour la liberté. Liberté contre totalitarisme, donc. Mais liberté pour laquelle on combat par tous les moyens. Liberté pour laquelle il faut que le peuple opprimé s'organise et se batte. Et pour que le peuple s'organise, il faut que sa conscience s'éveille. Cette série a cela de rafraîchissant qu'elle ose s'éloigner de l'habituelle condamnation de toute forme d'extrémisme. Ici on admet que la révolution, comme disait Lénine, ne se fait pas avec des gants blancs.

Cette opposition entre démocratie et totalitarisme est caractéristique de l'absence de matérialisme qui règne dans la vision bourgeoise de l'histoire : aucune analyse de classe ou des bases matérielles du fascisme n'est faite, on parle uniquement de danger pour la démocratie, porté par des hommes tels Hitler et Mussolini, ou Palpatine dans Star Wars.

Et pourtant, en regardant cette série avec un regard marxiste, on ne peut s'empêcher d'y voir une certaine dialectique. L'oppression de l'Empire cause des mouvements de libération, comme l'oppression coloniale a engendré des mouvements de libération nationale partout dans le monde. Les travailleurs, enfermés dans leur routine, et un confort relatif même si précaire, se conscientisent et une opposition se forme. Les paroles de Maarva, la mère adoptive de Cassian, évoquent l'endormissement de la population et le besoin de se soulever. Ces paroles semblent évoquer notre propre situation : enfermés dans une routine, occupés par les problèmes du quotidien pour beaucoup ou endormis par un confort relatif pour d'autres, nous oublions le système qui nous exploite, nous oublions les dégâts qu'il cause et les horreurs faites en son nom dans d'autres pays.★

« COMME T'ES JEUNE, TOUT LE MONDE TE PREND POUR UNE IDIOTE QUI DÉCOUVRE LE MONDE EN ENTREPRISE »

INTERVIEW DE MAELLE, 22 ANS, EN ALTERNANCE DANS L'ÉDITION

Mon parcours professionnel
Après une L3 d'Histoire et un contrat de 70h par mois en tant que serveuse dans la restauration, je suis partie à Paris pour un master de recherche en Histoire à l'EHESS. C'était claqué et j'avais besoin d'argent alors je faisais des petits boulots au black, genre babysitting ou aide au devoirs. J'ai arrêté la recherche en Histoire, puis j'ai trouvé un stage payé de 6 mois aux éditions la Découverte qui m'a permis de postuler à un master en alternance.

Ce que je pense de ma formation
En vrai les cours sont inutiles et on est tous d'accord sur ça dans la promo. C'est dans l'entreprise que tu apprends mais c'est hyper pervers : on te fait rêver en t'expliquant que t'es payé pour aller en cours. Ton salaire n'est pas calculé par rapport à tes horaires dans lesquels les cours pourraient entrer, mais par rapport à une grille d'âges. À travail égal, tu touches presque un SMIC à 26 ans contre 800 euros quand tu as 22 ans. Mais si tu ne vas pas en cours ils n'hésitent pas à te faire une retenue de salaire. En plus, au vue des aides aux entreprises pour l'alternance, on est une main-d'œuvre gratuite. On se fait enfler de A à Z. Comme t'es jeune tout le monde te prend pour une idiote qui découvre le monde en entreprise : c'est insupportable.
Les 35 heures, c'est lourd surtout dans des villes comme Paris où t'as deux ou trois heures de trajet par jour. Tu pars de chez toi à 7h30 pour revenir vers 19h-19h30 : t'as le temps de rien faire à côté. Tu vas en cours ou au taff, et quand tu rentres le soir tu dois faire les tâches ménagères, tes devoirs pour le CFA et faire ton mémoire pour la fac. En entreprise on te charge de travail comme si t'étais à plein temps normal et tu te retrouves seules à faire le taff de cinq jours en trois. Plus ça va et plus on te donne des tâches difficiles et complexes d'un « vrai » salarié. Et bien sûr les heures supp' ne sont pas comptabilisées.

Ce qu'il faudrait changer dans ma formation actuelle
D'abord, mettre les pendules à l'heure vis-à-vis de ton statut théorique d'alternant et de la vraie vie. Sur le papier t'es tout le temps accompagné et tu dois faire 50% du travail d'un salarié ordinaire, mais dans les faits ce n'est pas du tout le cas. Il faut donc changer l'accompagnement pour en avoir un vrai dans l'entreprise. Il faut aussi alléger les cours et revoir les cours de la fac, car les thématiques étudiées sont déconnectées de ce qu'on fait en entreprise. Et de manière générale, abaisser le temps de travail comme la semaine à quatre jours, supprimer le système des tranches d'âge pour être payé au quota horaire comme tout le monde et puis être payé au SMIC au minimum.

Mon engagement associatif
Quand j'aurai fini mon alternance et que j'aurai un CDI ou un bon contrat, je vais aller faire chier le patron. Actuellement je suis surtout dans des organisations féministes car je m'y sens plus légitime et concernée. J'étais surtout impliquée dans l'AG féministe Paris-banlieues pour organiser la grève générale du 8 mars. J'aime bien cette direction, dans le sens où on essaie d'unir féminisme, anti-racisme et anti-capitalisme pour lutter contre les bourgeois. On s'est beaucoup investies contre la réforme des retraites. Mais des fois je me pose des questions, savoir si ça suffit surtout vis-à-vis du mouvement syndical et ouvrier. Les relations sont difficiles, je vois beaucoup de camarades qui ont des réticences à bosser avec les syndicats et inversement. ★

« LA JEUNESSE TRAVAILLEUSE EN FRANCE FAIT FACE À UNE PAUVRETÉ DE PLUS EN PLUS DURE »

Extraits de l'intervention du camarade Bross au 13e Congrès de la Jeunesse Communiste de Grèce (KNE)

« La situation actuelle démontre que le capitalisme-impérialisme n'est plus capable de subvenir aux besoins de l'humanité. La crise économique de plus en plus aiguë l'a déjà démontré. Cela est renforcé par la crise sanitaire, causée par le mode de production capitaliste qui détruit l'environnement et les écosystèmes dans sa course aux profits et qui est ensuite incapable de faire face aux virus, dans la mesure où cette même course aux profits détruit le système médical d'une multitude de pays. Les attaques contre le prolétariat augmentent à une échelle mondiale et la fascisation inhérente à l'impérialisme, le capitalisme monopoliste, est un processus qui se manifeste dans plusieurs États, en particulier dans ceux du centre impérialiste mais pas seulement. En tant que communistes venant d'un de ces centres impérialistes, l'une de nos tâches fondamentales est d'assurer notre solidarité internationale avec les travailleurs, les paysans et la jeunesse qui luttent contre l'impérialisme français et qui le combattent.

La guerre fait partie intégrante de ce système en pourrissement, et les budgets militaires continuent de croître pendant que les budgets alloués à la santé augmentent à peine lorsque le virus est considéré comme étant "l'ennemi principal". Les bourgeois deviennent de plus en plus riches pendant que les travailleurs payent la crise économique et perdent leurs vies dans les guerres et les crises sanitaires ; la situation récente en Ukraine, la position de l'État français capitaliste dans les alliances impérialistes comme l'OTAN ou l'UE confirment de nouveau le caractère parasitaire de l'oligarchie financière et l'urgente nécessité de la renverser, pour une réelle paix dans le monde entier.

La jeunesse travailleuse en France fait face à un processus de fascisation de l'appareil d'État, à la pauvreté et à une exploitation de plus en plus dure. La situation de la jeunesse est caractérisée par la destruction massive du système éducatif. L'accès à l'université est de plus en plus compliqué dans la mesure où de moins en moins de ressources y sont allouées. Les frais de scolarité augmentent tous les ans. La logique de compétition entre les étudiants et les universités, de privatisation et de précarité est dominante. La qualité des études est également en diminution et la division entre les étudiants riches et pauvres est de plus en plus évidente. Les jeunes sont obligés de travailler à côté de leurs études, rendant ces dernières plus compliquées à poursuivre. Beaucoup de jeunes abandonnent car le rythme est insoutenable. S'ils ne travaillent pas, c'est souvent parce qu'ils sont endettés de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers d'euros. Un salaire de misère pour des études de misère et de l'endettement. Si l'on aborde des secteurs plus professionnels, les jeunes travailleurs doivent faire face à des contrats à durée déterminée précaires, des stages, des apprentissages ou d'autres manières d'être exploités par le capital.

La guerre, les alliances internationales et les blocs économiques démontrent que le monde est arrivé à une étape de redistribution des sphères d'influence des grands centres impérialistes. Il est nécessaire d'avoir un mouvement prolétarien important et de renforcer la solidarité entre ceux qui ne vivent que par leur propre force de travail, et dans ce mouvement, la solidarité entre les jeunesses travailleuses française et grecque est une nécessité.

Dans ces conditions, il est encore plus important de rester fidèles aux principes du socialisme-communisme et à la théorie marxiste-léniniste, l'arme principale des communistes ; et il est essentiel de renforcer la solidarité internationale et la coopération afin, en association avec les communistes des différents continents, de travailler en faveur de l'internationalisme prolétarien et de dénoncer les sociaux-démocrates et les opportunistes qui essayent de masquer la nature impérialiste du capitalisme à l'intérieur de nos pays. » ★

CRIMINALITÉ, DÉLINQUANCE ET CRISE ÉCONOMIQUE

Les médias ont récemment focalisé sur des faits criminels et ont monopolisé l'attention de l'opinion publique dans un contexte de fortes tensions sociales marqué par une bataille historique autour des retraites. Les médias n'étant pas neutres (il faut voir qui sont les propriétaires des chaînes d'information et des journaux), ils jouent un rôle non négligeable dans le maintien du système capitaliste, à une époque où celui-ci est en crise. Or cette « épaisseur médiatique » semble laisser un goût d'inachevé, tant les faits sont traités chaque fois de manière superficielle.

Ce que révèle l'attitude des médias concernant les faits criminels, c'est une hypocrisie médiatique bourgeoise qui masque la réalité du monde et les rapports économiques et sociaux qui ont permis la possibilité et la réalisation de ces faits. On pourra nous rétorquer que ce n'est pas leur rôle puisqu'il s'agirait pour les médias de traiter l'information à chaud. Mais c'est bien toute la logique capitaliste de nous prendre par les émotions, que sur le coup de la spontanéité et des sentiments nous jugeons et catégorisons des faits pour ne pas chercher qui sont les vrais responsables.

Quand une enseignante se fait tuer en plein exercice de son métier, par un élève que de nombreux médias ont catégorisé comme « déséquilibré » parce qu'il prétendait entendre des voix, on a vaguement évoqué la dégradation des services publics. Et le gouvernement s'est rapidement et unanimement pressé d'exprimer sa pseudo solidarité avec le personnel enseignant qu'il maltraite et méprise pourtant depuis plusieurs années. Il faut bien comprendre le contexte de détérioration économique et de dégradation des services publics pour voir que la colère et la détresse sociales ont augmenté depuis plusieurs années. Et les affiches contre les agressions et les incivilités contre les personnels du service public ne sont pas suffisantes si on laisse ce dernier se faire détruire par les coupes budgétaires et si on ne règle pas les problèmes matériels des usagers (insécurité économique et sociale). Plus largement, la délinquance et la criminalité ne sont pas détachées du contexte social – comme si elles étaient des invariants « naturels » – mais bien le produit de sociétés qui connaissent des crises et des contradictions.

La crise économique semble donc avoir pour conséquence l'augmentation de la délinquance et de la criminalité. Est-ce tout ? On pourrait s'en remettre à cette constatation. Mais cela serait rester dans une analyse incomplète voire mécaniste du lien qui existe entre détérioration économique et niveau de délinquance et de criminalité. Des études montrent que le contrôle social des couches populaires par l'État bourgeois s'est accentué depuis les années 70 avec les crises capitalistes[1] : la répression devient l'outil privilégié des classes dominantes pour compenser l'impuissance du système capitaliste à maintenir sa légitimité via la sécurité économique et sociale donnée aux travailleurs. Le délinquant et le criminel sont alors présentés comme des acteurs faisant le mal de manière consciente, notamment par un traitement médiatique qui accentue le sentiment d'insécurité de l'opinion publique, afin de détourner les travailleurs de leurs problèmes matériels. Et bien plus encore, délinquants et criminels sont l'objet d'une sécession médiatique et sociale : l'image d'un « monstre » criminel qui ne peut pas être identifié au reste de la société, alors qu'il en est bien le produit. ★

1 - Mouvements économiques et criminalité : quelques pistes de réflexion, Nicolas Bourgoin, 2009

1943 : À STALINGRAD, L'ESPOIR RENAÎT

Alors que l'armée allemande avançait dangereusement dans le territoire de l'URSS, enchaînant une série de victoires militaires depuis juin 1941, c'est à Stalingrad qu'elle sera arrêtée par une résistance acharnée des soldats soviétique.

De septembre 1942 à février 1943, rue par rue, bâtiment par bâtiment, pour chaque mètre, des combats d'une violence extrême vont décider en grande partie de la suite de la guerre à l'Est de l'Europe mais aussi dans le monde. Car Stalingrad n'est pas seulement une ville à caractère symbolique : c'est une ville industrielle qui est une porte d'entrée dans le Caucase, riche région agricole et pétrolifère. Si les Allemands s'en emparent, ce sera un coup dur pour l'URSS qui se verra privée de ses ressources pour le fonctionnement de son économie et pour le ravitaillement du front. Autrement dit un pas certain vers la défaite.

Les troupes fascistes avancèrent rapidement vers Stalingrad pour y entrer en septembre 1942. La bataille fait rage et on ne peut pas déterminer pendant plusieurs semaines qui avait alors le contrôle de la ville. Les troupes soviétiques opposent une résistance acharnée et les soldats allemands se retrouvent rapidement démoralisés. Cette atteinte au moral atteindra son paroxysme lorsque les troupes soviétiques, qui s'étaient en partie repliées derrière la Volga à l'Est afin de se réorganiser, vont lancer une contre-offensive, encercler la ville et assiéger les forces fascistes.

Lors de la bataille, l'aviation et l'artillerie allemandes détruisent la ville et provoquent des pertes civiles soviétiques importantes. Les conditions de vie à Stalingrad sont très difficiles. À l'image du reste de la Seconde Guerre mondiale, ce furent les civils les plus touchés par les violences de guerre. Pendant la bataille, les Soviétiques vont faire preuve d'un immense courage pour repousser l'armée allemande et surmonter l'épreuve des incendies provoqués par les bombes allemandes.

On peut dire que la bataille de Stalingrad a été un tournant décisif de la Seconde Guerre mondiale. Alors que l'armée allemande s'était montrée quasiment invincible dans ses offensives à l'Ouest depuis 1939, la bataille de Stalingrad lui inflige en effet un revers décisif : plus de 750.000 morts sur 1 million de soldats mobilisés du côté des forces fascistes. Certes au prix de 490.000 soldats morts et 300.000 civils assassinés par les bombes allemandes, 4000 chars, 15.000 canons et 2700 avions. Mais la victoire à Stalingrad motiva dans le monde ceux et celles qui avaient décidé de résister au fascisme et au nazisme, et brisa le mythe de l'invincibilité de l'armée allemande.

La bataille de Stalingrad est par ailleurs riche d'enseignements avec le rôle de l'économie socialiste qui a permis la rapide réorganisation de la production dans un moment d'urgence. C'est aussi la défense par des millions de travailleurs et de travailleuses d'une «patrie» qu'ils et elles avaient construite à la sueur de leur front depuis les années 1920. Pour eux, hors de question de laisser les fascistes réaliser leurs plans, celui de détruire le socialisme et réduire les peuples en esclavage. Stalingrad était surtout un lieu majeur où se jouait la bataille pour la liberté.★

LÉNINE SUR LES DROITS ET L'ÉMANCIPATION DES FEMMES

« Prenez la position des femmes. Pas un seul parti démocratique dans le monde, même pas dans les républiques bourgeoises les plus avancées, n'a fait en dix ans ce que nous [le Parti communiste (bolchevik) de Russie] avons fait la toute première année où nous étions au pouvoir. Nous n'avons littéralement épargné aucune des lois qui plaçaient les femmes dans une position d'inégalité, ou qui restreignaient le divorce et l'entouraient d'immondes formalités, ou qui interdisaient la reconnaissance des enfants illégitimes et prohibaient la recherche de leurs pères, etc. – des lois qui survivent en grand nombre dans tous les pays avancés, faisant honte à la bourgeoisie et au capitalisme. Nous avons mille fois le droit d'être fiers de ce que nous avons accompli dans ce domaine-là. Mais le plus *profondément* nous aurons désencombré les fondations des anciennes lois et institutions bourgeoises, le plus clair il apparaîtra que nous n'avons que désencombré les fondations sur lesquelles construire, mais que nous n'avons pas encore construit.

Nonobstant toutes les lois émancipant la femme, elle continue à être un *esclave domestique*, car *les tâches ménagères insignifiantes* l'écrasent, l'étranglent, l'abrutissent et la dégradent, l'enchaînent à la cuisine et à la chambre, et gaspillent son travail dans des corvées atrocement improductives, insignifiantes, éprouvantes, abrutissantes et écrasantes. La vraie *émancipation des femmes*, le vrai communisme, ne commencera que lorsqu'une lutte générale commencera (dirigée par le prolétariat exerçant le pouvoir de l'État) contre cette insignifiante économie domestique, ou plutôt quand sa transformation massive en économie socialiste à grande échelle commencera.

[...] Les cantines publiques, les crèches, les garderies – ici, nous avons ces prémices, ici nous avons des moyens simples et ordinaires, n'incluant rien de pompeux, rien de grandiloquent ou de cérémoniel, qui peuvent *concrètement émanciper les femmes,* qui peuvent concrètement réduire et abolir leur inégalité avec les hommes en ce qui concerne leur rôle dans la production sociale et la vie publique. Ces moyens ne sont pas nouveaux, ils (comme tous les prérequis matériels pour le socialisme) ont été créés par le capitalisme à grande échelle ; mais sous le capitalisme ils sont restés, en premier lieu, une rareté, et en second lieu, ce qui est particulièrement important, soit des entreprises *pour le profit,* avec toutes les pires caractéristiques de la spéculation, du mercantilisme, de la tromperie et de la fraude, soit des "facéties de la bourgeoisie philanthropique", ce que les meilleurs travailleurs ont, avec une très grande justesse, détesté et méprisé.

[...] Il n'y a aucun doute sur le fait qu'il y a beaucoup plus de *talent pour l'organisation* parmi les femmes travailleuses et les femmes paysannes que nous le réalisons, et qu'il y a bien plus de personnes que nous le pensons qui sont capables d'organiser du travail pratique, avec la participation d'un nombre important de travailleurs et travailleuses [...], sans une abondance de paroles, d'histoires, de chamailleries et de bavardages sur des plans, des systèmes, etc., desquels "souffrent" notre prétentieuse "intelligentsia" ou nos "communistes" à la noix. »

Traduit de : V. I. Lenin, "A Great Beginning (Heroism of the Workers in the Rear. "Communist Subbotniks")" in *On Socialist Ideology and Culture*, Foreign Languages Publishing House, Moscow, 1960 (1919), pp. 36-39.

L'UJC MOBILISÉE

CONTRE LA

RÉFORME DES RETRAITES

LIRE DIFFUSER LA RELÈVE

La Relève est un journal communiste qui a pour objectif d'armer la jeunesse dans son combat contre le capitalisme et pour la révolution socialiste. Ce journal est un outil pour débattre et échanger, afin que nos luttes avancent et s'unissent contre le capitalisme qui est la cause de la précarité, du chômage, de la guerre et de la crise écologique. La Relève, c'est aussi un journal qui informe des idées et de la politique des jeunes communistes de l'UJC (Union de la Jeunesse Communiste), organisation liée au Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF). Ce journal n'existe que par le soutien de ses lecteurs et lectrices, dans une société où le grand capital détient le quasi-monopole de l'information.

ADHÉRER

Le système capitaliste est en crise, il ne parvient pas à répondre à nos besoins (santé, éducation, logement, transports, écologie...). L'UJC fait le constat que le système capitaliste a fait son temps et ne peut pas être amélioré par des réformes comme le proposent les partis de gauche. On ne pourra donc résoudre les problèmes qui affectent la jeunesse que par une révolution socialiste et en donnant le pouvoir à ceux et celles qui créent les richesses : le peuple-travailleur et sa jeunesse.

Seul, on ne peut rien : c'est en s'organisant collectivement qu'on peut gagner. Adhérer à l'UJC, c'est lutter. **Organise ta colère, rejoins le combat !**

UNIONJC.FR

@UNION_JC

J'adhère à l'UJC

Nom :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Mail :

Bulletin à envoyer à **Les Amis d'Oulianov B.P.40084, 75862 PARIS CEDEX 18**